

Révolution en Égypte : dimensions et enjeux d'un processus en cours¹

Didier Monciaud*

LES MOBILISATIONS D'AMPLEUR qui ont conduit au départ du chef de l'Etat égyptien en poste depuis trente ans ont beaucoup surpris, observateurs comme militants. Le phénomène révolutionnaire se poursuit^{2/}. Comment comprendre ses dynamiques ? Quels sont ses principales caractéristiques et ses enjeux. Cet article propose d'examiner la nature révolutionnaire de ce processus en proposant des repères et des pistes d'analyse.

Racines de la « révolution du Nil »

Ce phénomène n'est nullement un produit spontané. L'étincelle tunisienne ne doit pas être oubliée, mais l'Égypte a connu « dix ans de gestation »^{3/} selon Hossam al-Hamalawy avec des mobilisations ébranlant le crédit du pouvoir : l'immense solidarité avec le soulèvement palestinien en 2001, puis une vibrante opposition au projet de l'administration Bush contre l'Irak en 2003. Ces expériences favorisent la naissance en 2004 de *Kefaya* (« ça suffit »), coalition hétéroclite regroupant jeunes *facebookers* et militants, contre l'autoritarisme et les dérives monarchiques avec la montée de l'hypothèse du *tawrith*, l'héritage du pouvoir pour Gamal, fils du président. Si les manifestations restent réduites, le mur de la peur est brisé. Une certaine couverture médiatique, notamment avec *al-Jazeera*, leur donne un écho.

La succession d'un président vieillissant se pose dans un contexte socio-économique et politique tendu. Les effets de la politique néolibérale se font sentir : chômage, hausse des prix, paupérisation, inégalités croissantes et enrichissement de certaines franges de la société. L'État n'est plus acteur de redistribution, les services se dégradent considérablement (logement, éducation, santé, transports, ...). À cela s'ajoute une croissante brutalité policière au quotidien, sans oublier les formes de mépris et de paternalisme qui se répandent. La blogosphère offre un espace d'expression contre le pouvoir. Khaled Sa'ïd, jeune blogueur alexandrin victime des services de sécurité durant l'été 2010, devient un symbole sur *Facebook*. La crise de légitimité du pouvoir s'accroît.

* Didier Monciaud est chercheur en histoire, associé au GREMAMO (université Paris VII), et participe au comité de rédaction des *Cahiers d'Histoire. Revue d'histoire critique*.

^{1/} Je tiens à remercier Jean Numa Ducange. Ce texte doit beaucoup à différentes contribu-

tions (courants de gauche, ONG, réseaux syndicaux, presse) et de multiples discussions. L'appareil de notes a été ici réduit.

^{2/} Pour des textes en français, voir les sites www.europe-solidaire.org et alencontre.org.

^{3/} *The Guardian*, 2 mars 2011.



RÉVOLUTIONS ARABES

Le verrouillage politique, lors de la « guerre » contre les islamistes radicaux, continue après la défaite de ces derniers. Les élections restent synonymes de multiples et massives fraudes.

Les résistances sociales s'affirment. Cela débute en 1997 avec l'opposition dans les campagnes à la libéralisation du loyer des terres agricoles, sans oublier des luttes locales. Les protestations ouvrières reprennent. Sporadiques et sectorielles, elles sont fréquentes et concernent de nouvelles catégories sociales^{4/}. À partir de décembre 2006, le bastion textile de *Mahalla al-Kobra* dans le delta du Nil, qui possède une tradition revendicatrice, devient le symbole de la protestation^{5/}. La dénonciation du syndicat officiel ETUF s'accroît. La revendication d'un syndicalisme indépendant s'affirme^{6/}. Le pouvoir traite adroitement ces protestations et accorde au coup par coup des augmentations de salaires. L'appel à la grève générale le 6 avril 2008 par des opposants en solidarité avec les ouvriers de Mahalla^{7/} entraîne la création du mouvement pluriel « jeunesse du 6 avril ». Cette année-là une révolte autour du pain se propage.

Un fort ressentiment dans la population, l'apparition de réseaux critiques et l'essor de luttes sociales sont autant d'éléments favorables à de plus amples contestations.

La protestation démocratique, moteur d'une contestation d'ampleur

La première manifestation du 25 janvier 2011 rassemble près de 15 000 personnes, chiffre important. Les griefs concernent les libertés et les duretés de la vie quotidienne. L'immolation de Mohamed Bouazizi est imitée. La participation ne cesse de s'amplifier. Outre la place centrale *al-Tahrîr* (libération), les provinces connaissent de fortes mobilisations : en particulier Alexandrie, Suez, qui connaît une quasi-insurrection, et les villes du delta. Des commissariats, des sièges du Parti national démocratique (PND) et des gouvernorats sont pris d'assaut. Les affiches de Moubarak sont détruites en public !

Le régime ne cesse de reculer. Le 1^{er} février, Moubarak s'engage à ne pas se représenter à la présidentielle. Cette victoire n'arrête rien. Le *tawrîth* est abandonné. Le pouvoir recourt aux « nervis », les *baltagya*, qui attaquent les manifestants sur *al-Tahrîr*. Cela ne fait que renforcer la détermination. La reculade est impressionnante. Le pouvoir dialogue avec l'opposition, dont les Frères musulmans pourtant interdits ! La demande du départ de Moubarak est

^{4/} Voir Didier Monciaud, « Du mouvement ouvrier au mouvement social ? Trajectoire historique des mobilisations ouvrières dans l'Égypte contemporaine », in G. D. Khoury, N. Méouchy (éd.), *États et sociétés de l'Orient arabe en quête d'avenir (1945-2005)*, Paris, Geuthner, t. 2, 2007, p. 341-58. Voir les rapports du centre *al-Ard*.

^{5/} Voir dans *Middle East Report Online* les articles de Joël Beinin et Hossam el-Hamalawy,

« Egyptian Textile Workers Confront the New Economic Order » (25 mars 2007), « Strikes in Egypt Spread from Center of Gravity » (9 mai 2007), et Joël Beinin, « The Militancy of Mahalla al-Kubra », (29 septembre 2007).

^{6/} Voir les écrits de Atteya al Serafi, Taha Sa'd'Uthmân, Saber Barakat, Khaled 'Ali.

^{7/} Voir Ilhamy al-Marghani, « Ro'ya 'ann lima hadatha fi 6 avril », Le Caire, Centre Hicham Moubarak, 2008.





maintenue. Les dénonciations du PND, du gouvernement ou des médias ne cessent pas. Les jeunes préparent les actions. Au départ, les Frères musulmans ne soutiennent pas les manifestations mais laissent leurs membres y participer à titre individuel. Le soutien populaire augmente. Le siège national du PND est brûlé.

La place *al-Tahrîr* devient le symbole^{8/} où s'exprime l'immense rejet du régime. On y retrouve des générations, milieux et orientations divers. Des secteurs qui s'ignoraient collaborent. L'unité chrétiens-musulmans, avec la référence à la lutte anticolonialiste unie de la Révolution de 1919, incarne ce nouvel esprit. Une véritable société émerge avec ses aspects matériels (aliments, santé, repos, ...) ou de sécurité (tours de garde, ...). Malgré une structuration fragile et une orientation d'une grande généralité, la direction jeune reste mobilisée jusqu'au départ du président.

Les femmes jouent un rôle actif^{9/} dans les manifestations et leur organisation, sans que ne se manifeste aucun signe de harcèlement. Pour autant, rien n'est réglé. Les violences le 8 mars en attestent. Les travailleuses^{10/} s'investissent dans les luttes sociales et l'affirmation syndicale indépendante. L'impact sur la société est certain.

Ce processus d'ensemble réclame l'abrogation de l'état d'urgence et de la justice d'exception, la libération des prisonniers politiques, la dissolution des chambres, la liberté de la presse et les libertés syndicales. Le patriotisme qui s'exprime repose sur la fierté d'oser braver un régime autoritaire et de participer à l'émergence, par delà ses clivages, d'une société unifiée contre l'arbitraire et la corruption,

Éléments d'une période de transition

Après le départ du président Moubarak, le Conseil supérieur des forces armées (CSFA), désormais en charge des affaires, doit organiser la transition. Un comité pour la réforme de la Constitution élabore des propositions limitées et techniques qui réduisent la durée du mandat, le nombre de mandats et permettent plusieurs candidatures à l'élection présidentielle. La prolongation de l'état d'urgence nécessite un vote. L'exécutif ne peut plus passer outre les garanties constitutionnelles au nom de l'anti-terrorisme. Des conditions pour la candidature à la présidence sont établies : celle de la nationalité pour le candidat, sa conjointe et ses parents, l'obligation d'obtenir l'appui de 30 députés, au lieu de 250, ou de 30 000 citoyens sur au moins 15 gouvernorats avec au moins 1 000 dans chaque gouvernorat... Celles-ci sont soumises à référendum. L'armée, le PND et les Frères musulmans y sont favorables. Les

jeunes, les libéraux, la gauche sont contre. Le oui obtient 77,2 % des suffrages, le non 22,8%. L'envie d'un retour à la stabilité a favorisé ce résultat. Peu après, d'importants décrets constitutionnels sont promulgués par les autorités...

^{8/} Voir Yassin Temlali, « Place d'Al Tahrir, place de la libération », 2 février 2011, www.maghrebemergent.com.

^{9/} Voir New Women Foundation, nwrcegypt.org ; Egyptian Center for Women's Rights, ecwronline.org.

^{10/} Voir l'interview de Rahma Refaat du CTUWS, 8 mars 2011, www.egyptworkersolidarity.org.





RÉVOLUTIONS ARABES

La question rebondit un peu plus tard : faut-il une nouvelle Constitution d'abord, ou tenir des élections législatives ? Les libéraux craignent que les courants religieux ne disposent d'une majorité parlementaire et puissent rédiger la nouvelle Constitution. La laïcité apparaît sous le terme d'« État civil », alternatif à « laïc » qui a une résonance anti-religion. Les libéraux, nationalistes ou progressistes demandent le report des législatives prévues en septembre et réclament une Constitution d'abord.

Un tsunami bouleverse la scène politique. Les partis traditionnels très divisés cherchent à survivre : le *néo-Wafd*, ancien principal courant nationaliste devenu petite force libérale, les Nassériens ou le parti de gauche du *Tagammu'*. Le PND est dissous le 16 avril. Le parti de la Réforme et du Développement, lancé par un neveu de Sadate, Esmat El-Sadat, est légalisé. Une possible réintégration de l'ancien parti au pouvoir ?

Certains jeunes intègrent les structures existantes, beaucoup restent méfiants. De nouveaux partis apparaissent, ne représentant souvent que des personnalités. Mentionnons quelques exemples importants.

Le Parti des Égyptiens libres se crée avec l'important homme d'affaires Naguib Sawires ; laïc et libéral il refuse toute alliance avec les Frères musulmans. Le parti *Al-Adl* (justice) rassemble des partisans d'El-Baradei. On y retrouve des politologues tels Mustafa El-Naggar, Wahid Abdel-Meguid, et Noha Al-Zeini, juge célèbre pour sa dénonciation des fraudes électorales. Démocrate libéral, il prône des alliances larges.

Plusieurs organisations islamistes sont fondées. Les Frères musulmans lancent le Parti de la liberté et de la justice. *Al-Wasat* (centre), créé par des Frères musulmans exclus en 1996 et devenus démocrates modérés, est autorisé. Des dissidences de la Confrérie s'organisent. *Al-Nahda* (renaissance) se dit islamiste moderniste. Un secteur jeune en rupture lance le Parti du courant égyptien ; centriste modéré il prétend représenter les jeunes Frères actifs dans la révolution. Issu de la mouvance salafiste, le parti *al-Nour* (lumière), présent sur Alexandrie, proclame son rejet de l'extrémisme... Des anciens d'*Al-Gama'a Al-Islamiya*, radicaux adeptes de la lutte armée dans les années 1990, lancent aussi un parti.

Obtenir la reconnaissance légale s'avère compliqué. Auparavant, la loi exigeait 1 000 signataires : il en faut désormais 5 000. Une onéreuse publication de la liste des fondateurs dans au moins deux quotidiens nationaux est exigée. Suite aux critiques, ces frais sont pris en charge par l'État.

La seconde phase du processus révolutionnaire

Les enquêtes et le jugement des responsables des violences comme des détournements de biens publics et d'enrichissements personnels deviennent un véritable feuilleton avec ses révélations, ses reculs... La commission d'enquête sur la révolution établit les responsabilités de Moubarak et d'Habib al-Adly, ancien ministre de l'intérieur. Le bilan définitif des manifestations est de 864 morts et 6 460 blessés, 26 officiers et agents de police ont été tués. L'ancien





président Moubarak reste dans un hôpital pour raison de santé. Al-Adly est emprisonné, accusé de la mort des manifestants. Les deux fils de l'ex-président et des figures de l'ancien régime (Fathi Sourour, ancien président de l'Assemblée du peuple, Safouat Al-Chérif, ancien ministre de l'Information) sont détenus dans le cadre d'enquêtes. Suzanne Moubarak, accusée de détournement sur des aides européennes, évite la prison en restituant des sommes. D'anciens ministres sont condamnés à des amendes et à des peines de prison. Trois anciens ministres bénéficient d'un non-lieu. La prison de Tora au sud du Caire devient un symbole.

Début mars, des foules prennent de force les sièges de la Sécurité d'État (*amn al-dawla*) où on avait commencé à détruire des documents. Des dossiers sont mis en ligne. Un symbole honni est tombé !

L'armée, les élites économiques, une partie des médias, les Frères musulmans et les sensibilités modérées défendent l'arrêt des mobilisations. La colère monte. La journée du 27 mai est dénommée nouveau « Vendredi de la colère » ou « seconde révolution ».

Le thème de la Constitution refait surface : on demande qu'elle soit adoptée avant les élections. La question sociale ressurgit aussi. Cela concerne la revendication d'un salaire minimum, d'un statut pour les travailleurs, des questions de la santé ou d'une meilleure redistribution. La demande du jugement de Moubarak et de sa famille, des personnalités et des responsables des violences demeure. L'approfondissement de la lutte contre l'ancien régime est demandé (administration, télévision publique, dissolution des conseils locaux).

Cet appel à « la seconde révolution » traduit le sentiment répandu que la chute de Moubarak n'a pas entraîné de véritable changement. Le CFSA recule encore. Le jugement de Moubarak et de ses fils est à nouveau évoqué. La crise économique (effondrement du tourisme, chute des investissements, inflation...) sert d'épouvantail pour appeler à l'arrêt des mobilisations. L'euphorie des premiers jours envers l'armée a disparu. Celle-ci conserve un réel respect mais son aura a reculé avec les arrestations et la volonté d'interdire les grèves.

La manifestation du 4 juillet démontre la poursuite du processus. Une campagne est lancée par les syndicats indépendants, des groupes jeunes, des ONG et des partis de gauche. Elle dénonce les lenteurs en matière de jugement, l'absence de réforme sociale et la répression des mouvements sociaux.

La question de l'islamisme

En Égypte, le phénomène est pluriel. On peut distinguer le salafisme, le radicalisme islamique et les Frères musulmans. Il existe aussi d'autres formes indépendantes d'islamisme, des nationalistes influencés par les références religieuses, sans oublier des courants conservateurs qui ne sont pas préoccupés par la politique.

Derrière le terme de salafisme existent plusieurs sensibilités : des religieux influencés par les thèses les plus conservatrices et des éléments issus des franges radicales. Les salafistes, mouvance ultra-fundamentaliste, ont apporté





RÉVOLUTIONS ARABES

leur appui au régime. Ils ont dénoncé les mobilisations et rejeté la révolution comme une sédition. Le régime les a même laissés avoir accès aux chaînes de télévision pour dénoncer l'absence de patriotisme des manifestants et un complot américano-sioniste ou iranien !

Cette mouvance qui existe depuis un certain temps traduit l'influence du wahabisme. Sa capacité à s'ancrer s'explique par l'influence des chaînes satellitaires *al-Naas* et *al-Rahma*, de réseaux associatifs et le rôle croissant de religieux indépendants. Des jeunes de la mouvance des Frères musulmans peuvent être influencés par le salafisme. Des violences contre les coptes, les chiites égyptiens, les soufis (mystiques) et des lieux saints musulmans ou contre des débits de boissons révèlent sa présence. Une prudence s'impose : les manipulations existent, notamment d'anciens du PND. À Qéna, les manifestations contre un gouverneur copte sont aussi le rejet d'une figure des services de sécurité. On fait peu de cas des autres dénonciations de gouverneurs.

Les ex-radicaux, *al-Gama'a al-Islamiya* et *al-Gihâd*, brisés par la répression, se sont éloignés de la stratégie violente. *Al-Gama'at Al-Islamiya* a demandé l'arrêt du processus, refusé de réclamer la démission de Moubarak et proposé de participer au dialogue politique. Seules deux figures historiques ont appuyé la révolution.

Les Frères musulmans^{11/}, réprimés, sont réapparus. Ils ont rejoint le mouvement après son déclenchement et se montrent efficaces lors des attaques des *baltagya*, mettant à profit leurs compétences organisationnelles. Ils sont mal vus lorsqu'ils négocient avec le pouvoir.

Fondée en 1928, la Confrérie est une force depuis la fin des années 1930. Pendant la période nassérienne, elle a été très réprimée. À partir des années 1970, elle joue à nouveau un rôle de premier plan. Courant bien structuré, moderne, non-traditionaliste, les Frères musulmans ont des références très conservatrices avec, par exemple, le refus d'accepter une femme ou un copte à la tête du pays. Un de leurs guides a défendu un temps la capitation pour les coptes, la *guezia*, impôt des non-musulmans dans un État islamique.

Officiellement, ils se déclarent favorables à un parlement et évoquent les droits de l'homme. Ils renoncent à mettre au premier plan l'application de la loi islamique et prennent une posture démocratique. Ni fascistes ni anti-impérialistes, ils ne sont pas devenus pour autant un AKP^{12/} turc, courant islamiste, démocrate et conservateur. Les Frères connaissent des débats internes et des sensibilités existent en leur sein. Il convient de rester prudent sur l'impact des scissions qui les affectent.

Les Frères musulmans cultivent une relation ambiguë avec le régime, selon une logique d'autolimitation, l'absence de confrontation directe et la recherche d'une reconnaissance légale. Il y a quelques années, lors de manifestations,

^{11/} Voir www.ikhwanonline.com.

^{12/} Il faudrait cesser de parler sans connaissance de l'AKP et examiner les faits...

ils pouvaient refuser les slogans anti-Moubarak. Leur guide suprême s'affirma disposé à soutenir le *tawrîth*.





Plusieurs fois, les Frères musulmans ne participèrent pas à des rassemblements. Le régime fait des concessions dans les domaines religieux et culturels, cédant à des campagnes contre des films ou des livres.

Redevenus fréquentables pour le pouvoir militaire, ils sont associés aux discussions avec le vice-président Omar Soleiman. Le vice-président du Conseil de révision de la Constitution appartient à la confrérie. À plusieurs reprises, le CSFA et la confrérie ont été dans le même camp : sur les amendements constitutionnels, l'arrêt des manifestations et des grèves. Leurs orientations défendent le retour au calme et la fin des mobilisations. On peut y voir une convergence^{13/}.

Nature et rôle de l'armée

Avec le départ de Moubarak, le Conseil supérieur des forces armées (CSFA) se retrouve l'acteur principal. Le CSFA est constitué d'une vingtaine d'officiers supérieurs avec à leur tête le maréchal Tantaoui. On ne peut parler de changement de régime.

L'armée reste une importante institution sociale, avec ses entreprises, ses clubs, ses hôpitaux... Elle apparaît compétente et non-touchée par la corruption. D'anciens militaires occupent des postes importants dans la vie économique, administrative ou médiatique. Les officiers forment une élite, un corps spécifique.

D'immenses illusions existent. L'armée, perçue comme issue du peuple, ce qui n'est pas vrai au niveau des officiers, bénéficie d'un grand prestige. Elle a intelligemment refusé d'entrer dans la spirale de la répression. Certains espèrent que l'Égypte se dirige vers l'exemple du Portugal où en 1975 l'armée donna le pouvoir aux civils. D'autres songent au scénario de la Turquie des années 1980 avec une armée forte dans un cadre démocratique formel.

L'armée a d'abord demandé à Moubarak de sacrifier les ambitions de son fils. Elle est intervenue pour éviter les dérapages et a choisi finalement de lâcher Moubarak. La répression par l'armée existe mais reste encore faible, marquée par la volonté d'éviter une page sanglante. L'objectif est de préserver le régime en aidant à ce qu'il prenne une nouvelle forme.

L'intervention des travailleurs ^{14/}

Les travailleurs jouent un rôle important dans la révolution^{15/}. Leur participation est d'abord individuelle dans le cadre des manifestations, puis s'est faite collective avec les protestations sociales qui se sont affirmées peu avant la chute de Moubarak. Au départ celles-ci sont économiques (salaires, primes,

^{13/} Un axe armée-Frères pour assurer la paix sociale et la stabilité régionale ne gênerait pas forcément les pays dominants.

^{14/} Voir les riches et pédagogiques documents d'Alain Baron sur le site ESSF. Voir les analyses de Joel Beinin, Françoise Clément, Khaled Ali, Saber Barakat, Kamal 'Abbas, Ilhami al-Marghani et les écrits du CTUWS, Centre Hicham Moubarak, Comité

de coordination syndicale, Centre Al-Ard, Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux.

^{15/} Voir Marie Duboc, Françoise Clément, Omar El Shafei Omar, « Les mobilisations des travailleurs et du mouvement syndical dans la chute de Moubarak », *Mouvements*, n° 66, juin 2011.





RÉVOLUTIONS ARABES

contrats ...), mais la liberté syndicale et le rejet du syndicalisme officiel pointent.

Les grèves touchent des secteurs très divers : les industries sidérurgiques, le textile, la zone du canal de Suez, les transports, les hôpitaux, l'éducation, les journaux, les banques, et même les imams. Les femmes sont actives, notamment dans le textile et la santé.

Ces actions ont pesé de manière décisive dans le départ de Moubarak. Depuis les autorités militaires essayent de mettre un terme à ces luttes. Un décret criminalise les grèves et leur incitation avec peine d'emprisonnement et amende de 50 000 livres (5 600 euros environ). L'armée, outre l'interdiction des réunions et des grèves, multiplie les appels au calme et recourt à une répression ciblée. Mais elle recule aussi : des syndicalistes indépendants sont reçus, le ministre du Travail est destitué en réponse à une revendication de l'opposition syndicale. Elle ne peut réprimer l'ensemble des conflits sociaux.

Les principaux médias dénoncent les grèves et réclament le calme au nom de la reprise économique. Les revendications des travailleurs sont rejetées comme corporatistes et contraires aux revendications nationales légitimes. Ces derniers répliquent qu'elles sont partie intégrante de la révolution. Le 1^{er} mai 2011 voit l'irruption des travailleurs et de leurs organisations de manière autonome, une première depuis 1952.

Après un certain recul, la contestation reprend autour de revendications sociales ou contre le syndicat officiel. Les avancées restent réduites : quelques légères augmentations de salaires chez les fonctionnaires, la hausse du salaire minimum à 700 livres (82 euros environ) et des titularisations de précaires. Les tentatives de l'armée d'étouffer la vague ouvrière n'ont pas encore réussi malgré l'éventail des moyens mis en œuvre. Combien de temps cela peut-il durer ? Les pressions pour le retour au calme sont très fortes.

Des voix syndicales autonomes

L'indépendance syndicale s'affirme. Le 30 janvier, la Fédération égyptienne des syndicats indépendants est lancée sur *al-Tahrîr* au cœur des manifestations. Les critiques contre les syndicats officiels fusent d'autant que ceux-ci appuient le régime. Les piliers de ce projet sont les nouveaux syndicats autonomes : le syndicat des collecteurs d'impôts fonciers, des techniciens de la santé, l'union des retraités et le syndicat indépendant des instituteurs. On note aussi la participation de travailleurs des télécommunications, du textile, de la sidérurgie, des transports...

Son orientation mêle esprit démocratique de la révolution et revendications économiques et sociales. Elle reçoit l'appui d'organisations syndicales et internationales comme le BIT et la Confédération internationale des syndicats. La Fédération officielle est contrainte de reconnaître le droit de création de syndicat !

Les structures autonomes apparaissent : ligues, comités, syndicats. On trouve des groupements actifs dans une série d'entreprises, comme l'entreprise





textile d'*al-Mahalla*, l'Autorité des transports publics, le complexe sidérurgique de *Helwan*, des ouvriers d'industrie de *Nagah Hamadi* en (Haute Égypte)...

L'expérience la plus connue et qui a la plus grande influence est celle du syndicat des impôts fonciers^{16/}. Il s'est constitué en décembre 2007 suite à une longue lutte. Dix jours durant, ces travailleurs ont défié la police devant le ministère des Finances, occupant jour et nuit la rue pour obtenir de substantielles hausses de salaires et la reconnaissance de leur syndicat. Sa principale figure est Kamal Abu 'Eita, militant du parti nassérien *al-Karama* (la dignité).

Mentionnons d'autres exemples. Les techniciens de la santé, qui représentent les employés de laboratoire et de radiologie, lancent leur propre structure à partir d'un réseau sur l'ensemble du pays. En 2009, des retraités anciens syndicalistes, principalement de gauche (*Tagammu'*, communistes, nassériens, ...) lancent l'Union des retraités^{17/}. Son président est al-Badri Farghali, ancien député du *Tagammu'* de Port Sa'ïd, ancien syndicaliste connu^{18/} et personnage au bagout légendaire. L'Union des enseignants égyptiens^{19/} est le produit d'associations créées contre le syndicat officiel et une loi-cadre qui prévoyait de soumettre les augmentations de salaire à un examen de compétence. Elle regroupe 5 000 membres.

Les travailleurs des transports jouent un rôle décisif. Cela débute sur le Canal de Suez avec des *sit-in* d'employés et les grèves de dockers de Port Sa'ïd. Des comités autonomes émergent dans les ports d'Alexandrie, Port Saïd et Suez. Les contrôleurs aériens lancent leur structure, de même que les employés d'*Egypt Air*. Le secteur des transports public du Caire forme son syndicat.

Des représentants du comité supérieur des employés des services postaux dénoncent le ministère et créent leur syndicat. Une union indépendante des boulangers se forme dans le symbolique secteur du pain. Des pêcheurs du lac Borollos fondent un syndicat.

Rôle du mouvement ouvrier ^{20/}

La réduction de la révolution au phénomène *Facebook* et à sa dimension démocratique est une lecture impressionniste. Elle minimise sa dimension sociale. Bien sûr, la jeunesse a eu un rôle décisif, mais l'intervention des travailleurs a fait basculer la situation et permis d'obtenir le lâchage de Moubarak. Le rejet du régime a une forte connotation sociale, notamment en province (Suez, Mahalla, Alexandrie). Les manifestations d'*al-Tahrîr* ne réclament pas seulement la chute de la dictature.

Il ne s'agit pourtant pas d'exagérer les potentialités. Malgré leur grand nombre, les actions restent éparpillées. Il n'existe pas une structuration d'ampleur.

^{16/} www.europe-solidaire.org (article 22204).

^{17/} www.europe-solidaire.org (article 22203).

^{18/} Voir son interview www.youm7.com.

^{19/} Voir *Bayan Niqabat al mo'allimin al mostaqilla*, Le Caire, mars 2011.

^{20/} Voir la riche interview de Fatma Ramadan www.europe-solidaire.org (article 21930).

La situation reste complexe en raison de l'imbrication des revendications économiques et des aspirations démocratiques. Articuler les deux est loin d'être aisé. Le danger existe que le mouvement catégoriel se voit isolé de la protestation contre le régime.





RÉVOLUTIONS ARABES

Reste qu'un réel espace pour un syndicalisme autonome et représentatif est ouvert. Un peu partout des syndicats autonomes, au niveau d'entreprise ou d'un secteur, se créent. Les difficultés renvoient à des réalités très disparates. Quelquefois il s'agit d'équipes syndicales combattives, ailleurs d'une poignée de salariés radicalisés qui passent à l'action. Le niveau de structuration reste faible. L'enracinement est très inégal dans un contexte social difficile et face à une administration habile à multiplier les obstacles bureaucratiques. Dans les campagnes, les blocages sont très forts pour empêcher la formation de syndicats. Les militants expérimentés sont peu nombreux, les expériences sont souvent très récentes.

L'avenir de l'ETUF divise. Certains sont partisans de sa dissolution. Le CTWUS a ainsi engagé une procédure judiciaire. Cela pose la question des biens du syndicat officiel avec ses instituts culturels, l'Université ouvrière, ses hôpitaux, ses clubs de vacances et ses ressources, ses locaux... Epineuse question qui risque de voir des partisans de la liberté syndicale défendre une interdiction. D'autres préfèrent engager la lutte pour favoriser l'effondrement de l'ex-centrale officielle.

Des formes de méfiance perdurent parmi les salariés. Des mécompréhensions existent aussi sur le rôle et l'utilité de la structure syndicale. Le risque de cantonner le mouvement social au seul terrain économique est réel. Mais les aspirations à la démocratie et à la justice sociale sont désormais étroitement imbriquées.

La gauche égyptienne et la révolution

La gauche égyptienne est porteuse d'une riche et ancienne histoire^{21/}. À partir des années 1980, elle a connu un sévère recul. Elle participe activement au processus actuel sans y jouer un rôle décisif. Si elle a retrouvé des couleurs, notamment parmi la jeunesse et avec sa présence dans le syndicalisme indépendant, elle reste confrontée à une série de difficultés.

Examinons ses principales composantes.

Le parti légal du *Tagammu'* (rassemblement) est fondé au milieu des années 1970 avec l'instauration d'un multipartisme par Sadate. Il regroupe plusieurs sensibilités : marxistes, socialistes, nationalistes... Il comprend de nombreux anciens communistes l'ayant rejoint après l'autodissolution du PCE en 1965 pour se fondre dans l'expérience nassérienne. Le *Tagammu'* dispose de l'hebdomadaire *al Ahâlî*^{22/} et de locaux. Rapidement il entre en conflit avec Sadate, notamment lors de la signature des accords de Camp David. Réprimé, il continue à exister tant bien que mal, obtenant à plusieurs reprises quelques élus. Ce parti réformiste de gauche se montre complaisant envers le régime depuis le début des années 1990 face au

danger islamiste. Son président a considéré que le départ de Moubarak serait négatif. Il connaît de vives tensions.

^{21/} Voir « Les gauches en Égypte (XIX^e-XX^e siècle) », *Cahiers d'Histoire, revue d'histoire critique*, 06, juillet-décembre 2008.

^{22/} Voir www.al-ahaly.com.





Le Parti communiste égyptien^{23/}, reconstitué dans la clandestinité en 1975 à partir de cercles, s'est fortement impliqué dans le *Tagammu'* tout en cherchant, non sans problèmes, à exister de manière indépendante. Un petit groupe le quitte vers 1989 à cause de l'orientation et du fonctionnement. Le Parti Socialiste du Peuple se retrouve en très grande difficulté, avec un vieillissement de ses membres et la perte récente de ses figures Nabil al Hilali et Youssef Darwiche.

À partir des années 1980, avec la montée de la vague intégriste, la gauche a connu un déclin sérieux, accentué par la chute de l'URSS. Certains groupes cessent d'exister à partir de la fin de cette décennie, comme la petite Ligue communiste révolutionnaire liée à la IV^e Internationale. Au début des années 1990, le Parti ouvrier unifié regroupe ce qui survit de la gauche radicale (Parti communiste ouvrier, Parti communiste du 8 janvier, Parti communiste (congrès), groupe *al-Matraqa*). Ce projet échoue assez rapidement.

Beaucoup de militants de la gauche s'impliquent dans la création d'ONG de droits de l'homme, amorçant, pour certains, une véritable reconversion. Par ailleurs, de nombreux éléments de gauche ne sont plus dans le moindre cadre organisé.

Au début des années 1990, des étudiants créent progressivement un groupe socialiste révolutionnaire d'orientation trotskyste. Il se reconnaît dans la tendance socialiste internationale (IST) autour du Socialist Workers Party britannique. De plus, il propose une analyse particulière de l'islamisme. Les Frères musulmans sont désormais considérés comme un mouvement réformateur avec qui on peut s'allier. Ce courant s'est divisé récemment : les Socialistes révolutionnaires^{24/} suivent l'IST, le Courant du renouveau socialiste^{25/} défend l'idée d'un parti large et est proche de *Counterfire*, petit groupe exclu du SWP.

À partir des années 2000, une nouvelle vague sociale secoue l'Égypte. Les tentatives de créer des réseaux syndicaux reprennent de l'ampleur. Certaines ONG réalisent un travail considérable, avec des réunions, des formations, des publications... On citera le *Dar al Khadamat al Niqabya* (CTUWS)^{26/} de *Helwan* animé par Kamal Abbas, ancien ouvrier des aciéries. Ou encore le Comité de coordination syndicale autour de syndicalistes, tels Saber Barakat, Fatma Ramadan, et d'avocats comme le défunt Ahmed Charaf, ou Khaled Ali. Il regroupe plusieurs dizaines de syndicalistes de tout le pays, de sensibilités différentes, et cherche à faire émerger une voix autonome et combative.

Avec les événements de 2011, une profonde recomposition politique s'amorce. Les initiatives se multiplient. Ainsi le Parti égyptien social démocrate (PESD)^{27/}, qui comprend des figures respectées comme l'universitaire Mohamed Abul-Ghar, l'écono-

^{23/} Voir egyptian.wordpress.com et Centre Afaq Ichfirakya lil dirasat al syasiya : www.afaq-qeg.com

^{24/} Voir le site du Centre d'études socialistes : www.e-socialists.net.

^{25/} Voir sa page sur *Facebook*.

^{26/} Voir www.ctuws.com

^{27/} Voir son site www.egysdp.com





RÉVOLUTIONS ARABES

miste Hazem el-Beblawi ou le cinéaste Daoud Abdel-Sayed. Ce parti de gauche modérée a gagné quelques jeunes dirigeants de la révolution. Il insiste sur la dimension démocratique et le développement.

Au début de la révolution, des indépendants et des démissionnaires du *Tagammu'* initient l'Union des forces de gauche. Ce processus conduit à la création de l'Alliance populaire socialiste^{28/} avec un éventail de sensibilités (anciens du *Tagammu'*, Courant du renouveau socialiste, anciens des années 1970, anciens du Parti socialiste du peuple, syndicalistes, intellectuels ...). Son programme défend la poursuite des mobilisations sociales pour assurer la justice sociale, les syndicats indépendants, un salaire minimum, une échelle des salaires...

Fin février, un réseau de militants ouvriers autour de Kamal Khalil, ancien de la gauche radicale des années 1970 devenu une figure des Socialistes révolutionnaires, lance le Parti ouvrier démocratique^{29/}. Ouvert à tous les travailleurs, il veut exprimer leur voix et la défense de leurs intérêts. Sa plateforme « large » insiste sur le fait que les élites disposent de leurs propres organisations. Son programme comprend, entre autres, un salaire minimal mensuel de 1 200 livres égyptiennes (quelque 180 euros), la reconnaissance des syndicats indépendants, l'opposition aux privatisations, la lutte contre la corruption ou la remise en cause des relations avec l'État d'Israël.

Une troisième initiative donne naissance au Parti socialiste égyptien^{30/}. S'inscrivant dans la tradition du parti de gauche des années 1920, il regroupe des syndicalistes et des intellectuels. On citera Ahmed Baha Cha'ban, figure depuis les années 1970 et dirigeant de *Kefaya*, Samir Amin ou encore le vétéran ouvrier d'Alexandrie Fathallah Mahrous. Il propose des réformes politiques démocratiques et sociales en faveur des couches populaires (syndicats indépendants, allocation chômage, salaire minimum, contrôle des prix ...). Le PSE accorde une grande importance à la Palestine et à la laïcité.

Le *Tagammu'* est traversé par de vives tensions. Sa minorité espère gagner le prochain congrès et rompre avec l'orientation en cours. Sortant de la clandestinité, le PCE décide d'apparaître désormais publiquement et refuse la double appartenance avec le *Tagammu'*. Signalons l'existence d'un minuscule réseau de sensibilité anarchiste, le mouvement socialiste libertaire, et une dynamique petite équipe avec une revue *al-Bosla* (la boussole) devenue un site^{31/}. Elle se réclame d'une gauche démocratique et se situe dans la périphérie du PESD.

Ces initiatives (APS, POD, PSE) prônent l'établissement d'un État civil et démocratique et une politique anticapitaliste qui défende les intérêts des classes populaires. Les programmes sont assez proches. Hormis le PESD, ces initiatives peinent à rassembler les 5 000 signatures nécessaires à

^{28/} Voir egyleftparty.org.

^{29/} Voir sa page sur *Facebook*.

^{30/} Voir sa page sur *Facebook*.

^{31/} Voir elbosla.org.





leur légalisation. Pour le POD, cela paraît plus problématique car la loi ne reconnaît pas les partis à base de classe. Un regroupement s'est mis en place depuis le 10 mai : le Front des forces socialistes qui comprend l'Alliance populaire socialiste, les Socialistes révolutionnaires, le Parti ouvrier démocratique, le Parti Socialiste égyptien et le Parti communiste égyptien. À ce jour, il s'agit surtout d'un réseau large.

Des formes d'organisations populaires indépendantes existent mais restent assez faibles. Leur consolidation reste décisive. Pour la gauche, l'un des principaux enjeux est de s'enraciner parmi les jeunes, les femmes, au sein des quartiers populaires et dans les provinces.

Remarques sur un processus

La « théorie du complot » réapparaît aujourd'hui : les développements en Égypte seraient le fruit d'un projet d'origine américaine pour réorganiser et préserver leur position hégémonique. Cette approche aux origines diverses indique une méconnaissance des faits et traduit un certain mépris pour le peuple égyptien, alors que celui-ci écrit sous nos yeux sa propre histoire, loin des stéréotypes de passivité et de soumission !

L'un des arguments utilisé concerne l'armée égyptienne. Formée et équipée par le Pentagone, elle n'est pas la simple marionnette de Washington. L'armée a ainsi résisté aux demandes d'Obama. Ce sont les mobilisations et la vague sociale qui l'ont obligée à intervenir et à abandonner Moubarak.

Par ailleurs, le processus est souvent présenté comme une simple révolte démocratique. Or, son contenu social est important. Les dimensions démocratique et sociale sont étroitement liées. Adam Henieh^{32/} a montré leur étroite imbrication. Il explique la nature antidémocratique du régime par celle du capitalisme égyptien actuel.

Enfin comment ne pas parler de révolution^{33/} quand on retrouve une crise du sommet, incapable de maintenir sa domination, l'aggravation des conditions d'existence des milieux populaires et des opprimés et une augmentation de l'activité des masses ? Une révolution ne se produit-elle pas quand ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant et que ceux d'en bas ne veulent plus continuer à vivre de la même manière ?

Bien sûr, rien n'est réglé. Mais le départ d'un autocrate, les arrestations des principales figures de son entourage, les procès ne sont pas de petites

victoires. Les risques de contre-révolution existent. Le processus reste ouvert. Ce soulèvement populaire est à la fois une révolution démocratique et une révolution sociale, car la contestation populaire vise aussi à changer en profondeur la société, à imposer plus de justice et d'égalité sociale.

^{32/} Adam Hanieh, « Egypt's Uprising: Not Just a Question of 'Transition' », *Socialist Project*, n° 462, 14 février 2011.

^{33/} Ainsi la *New Left Review* ne parle que de révolte. Perry Anderson affirme que les subalternes n'ont pas joué un rôle important. « On the concatenation in the Arab world. Editorial », *New Left Review*, n° 68, mars-avril 2011.





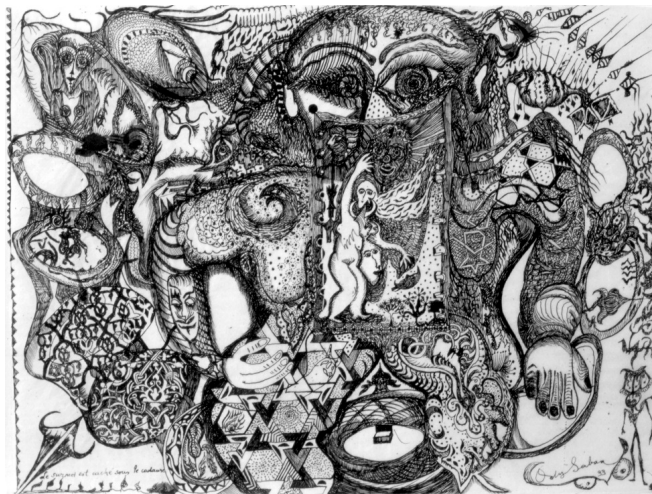
RÉVOLUTIONS ARABES

Conclusion

La révolution égyptienne qui a commencé en janvier 2011 a surpris. Depuis des années, la crise couvait avec des résistances éparses. Les événements remettent en cause nombre d'idées reçues sur la place de l'armée, le rôle de la religion ou les motivations du peuple égyptien...

Les protestations de ces derniers mois présentent des rythmes inégaux. Leur ampleur fluctue, sans parler des formes et des niveaux de structuration. Elles se trouvent à un moment complexe après une réelle avancée qui s'est traduite par le départ de Moubarak. Tout processus révolutionnaire passe par des phases, des tensions et des reculs. Ses enjeux sont ancrés dans des dimensions multiples (politiques, sociales, historiques, internationales), loin de tout schéma linéaire ! Aucune révolution n'est un phénomène monolithique. Elle reste un moment de crise, de transition et de changement, marqué par de rapides et profondes recompositions politiques et sociales.

La société égyptienne connaît une formidable ébullition politique, sociale et culturelle. Les hostilités internes, régionales ou internationales existent. Entamée, l'hégémonie des États-Unis n'est pas détruite. La détermination de larges franges de la population reste forte avec le refus de l'ordre établi, la volonté d'un changement et la demande de justice sociale. La chute du président Moubarak, victoire réelle mais partielle, ne signifie pas la fin du régime autoritaire, celui-ci cherchant à se maintenir dans un cadre renouvelé. Elle représente une étape décisive pour ce peuple qui ne cesse de réclamer plus de liberté et de justice sociale.



1993 : *Hommage à la femme algérienne* 31x41cm.
(encre de Chine papier).

